ACRESA
Academie De Recherche Stratégique Africaine

LA PROBLEMATIQUE DU FRANC CFA ET LA FUTURE MONNAIE ECO

ENJEUX, LECTURES ET PERSPECTIVES STRATEGIQUES AUTOUR DE LA REFORME

Académie de Recherche Stratégique Africaine

Réf Dossier : Acresa/Eco.Fin/0001

© Copyright ACRESA, tout usage sans l'aval d'ACRESA est strictement interdit

Contexte : Le mercredi 20 mai 2020, le gouvernement français entérinait la fin du franc CFA par un projet de loi adopté par le conseil des ministres. Si cet acte du gouvernement français constitue un moment fort historique pour une monnaie qui aura montré une grande capacité de résilience sur plusieurs plans (crises économiques et financières, dévaluation en 1994, critiques de la société civile africaine, d'économistes ou encore de spécialistes de la structure monétaire) ; les dessous de la réforme restent encore floues pour plus d'un notamment pour le citoyen lambda usager quotidien de la monnaie. Sur le continent des débats passionnés ont accueilli cette nouvelle de la réforme qui semble acter une vieille doléance notamment chez les militants de la société civile. Du côté des pouvoirs publics, il est difficile cependant de trouver trace d'une communication officielle autour de cette réforme annoncée par la porte-parole du gouvernement français qui affirmait pourtant que : "c'est un texte très attendu par les pays de l'union monétaire ouest-africaine."

ARTICLES :

1- **Monnaie unique, primat du CFA et rivalités géopolitiques au sein de la CEDEAO : L'ECO en suspens**
Auteur : Cheikh Tidiane DIALLO

2- **Réforme du franc CFA : Au nom des militants des sociétés civiles africaine**
Auteur : Mouhamed DIOUF

3- **Du Franc CFA à l'Éco : lecture et analyse d'une réforme controversée**
Auteur : Pape Ousmane THIAW

Pour citer ce document :

DIOUF M., DIALLO C., THIAW O., « La problématique du Fcfa et la future monnaie Eco : Enjeux, lectures et perspectives stratégiques autour de la réforme. », Paris, *Académie de Recherche Stratégique Africaine*, 2020, 32Ppages. URL : https://acresa.org/dossiers

Monnaie unique, primat du CFA et rivalités géopolitiques au sein de la CEDEAO : L'ECO en suspens

Auteur : Cheikh Tidiane DIALLO

« L'Afrique doit s'unir ou périr »
Kwame Nkrumah, 19631.

« Quant à la monnaie, elle fera évidemment ce qu'on lui dira de faire »
Eugène Schueller

« ...La monnaie n'est qu'un outil et cet outil est vain si le bras qui le manie est débile et la volonté qui l'anime faible. Ici, le bras est fort et la volonté ferme. Le flambeau que tenait Barthélémy Boganda, le Général Bokassa l'a brandi plus haut encore… ».
Georges Gautier, président de la Banque Centrale, Bangui 1969.

Parler de l'économie des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, implique d'évoquer le fait monétaire. La monnaie, « fait social total », instrument de souveraineté et de croissance, outil de servitude et d'affranchissement, suscite effroi et espoir. Le Franc CFA et la question de sa réforme continuent d'enflammer la glose en Afrique de l'Ouest. Durant ces dernières années, les initiatives contre le Franc CFA et en faveur de la mise en place d'une monnaie unique ouest africaine se sont multipliées partout dans le monde, alliant productions scientifiques et mobilisations collectives. Par une analyse multivariée, cet article tente d'aborder la brulante question de la réforme ou réforme du CFA.

L'accord de la discorde

Chacun l'attendait, mais nul n'imaginait que la « fin » du Franc CFA se présenterait sous cette forme: le 21 décembre 2019 à Abidjan en Côte d'Ivoire, le président ivoirien Alassane Ouattara (président en exercice de l'UEMOA) et son homologue français Emmanuel Macron annonçaient la fin du franc CFA et son remplacement par l'Eco. Cette « annonce d'Abidjan », qualifiée de « décision unilatérale » ; « d'aventure solitaire » a naturellement suscité l'ire de plusieurs états membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont le Nigeria, poids lourd économique et démographique de cette zone, avec 60% du Produit intérieur brut (PIB) régional[1]. La « perle des lagunes » (locomotive de l'UEMOA) venait ainsi de devenir le point de départ d'une

[1] https://www.financialafrik.com/2020/06/25/la-cedeao-apres-les-propos-de-buhari-sur-leco-un-soldat-en-peril/

brouille perlée d'épines. Car le président Nigérian Mouhamadou Buhari, interloqué par ce torpillage désagrégeant et suspect, finit par brandir le risque d'une dislocation de la CEDEOA. Dira-t-il lors d'une vidéoconférence avec ses homologues de la sous-région : *« Nous ne pouvons pas nous ridiculiser en entrant dans une union pour nous désintégrer potentiellement au plus tôt lorsque nous y entrons. Nous devons être clairs et sans équivoque sur notre position concernant ce processus »*[2]. Et le Dr Cheikh Tidiane Dieye, directeur exécutif du Centre Africain pour le Commerce, l'Intégration et le Développement / *ENDA CACID*, de demander *« une fois encore, aux dirigeants de la CEDEAO de s'opposer à l'utilisation du nom et des signes de l'ECO, qui constituent un symbole de la libération des peuples ouest africains et non un instrument de la servitude de certains États »*. Dans la même optique, l'économiste Camerounais Martial Ze Belinga estime que *« l'ECO annoncée par le président ivoirien n'est en effet pas la monnaie envisagée par la CEDEAO. Il parle même d'un (détournement) de l'ECO »*[3]. *« Je suis tombé des nues »* confie le ministre de l'Économie et des Finances d'un pays ouest-africain[4] après l'annonce. Paris et Abidjan : l'axe de la discorde.

Toutefois, pour certains acteurs et observateurs, en dépit du ratage de la symbolique de l'annonce, il s'agit d'une victoire d'étape pour l'UEMOA qui aurait marqué des points par cette « réforme historique de la coopération monétaire »[5] avec la France. Dans le communiqué de la BCEAO y relatif, nous pouvons lire ceci :

En vue de permettre aux économies de l'UEMOA de se préparer à l'ECO, les accords de coopération monétaire liant les États membres de la zone à la France ont été profondément remaniés. Concrètement, trois décisions ont été prises :

- Le changement du nom de la monnaie Franc CFA en ECO, lorsque les pays de l'UEMOA intégreront la nouvelle zone ECO de la CEDEAO ;
- L'arrêt de la centralisation des réserves de change au Trésor Français, la fermeture du compte d'opérations et le transfert à la BCEAO des ressources disponibles dans le compte ;
- Le retrait de tous les représentants Français dans les organes de décision et de gestion de l'UMOA (Conseil d'Administration de la BCEAO, Commission bancaire et Comité de Politique Monétaire).

[2] https://www.agenceecofin.com/economie/0407-78177-uemoa-la-reforme-du-franc-cfa-est-dans-limpasse
[3] https://www.dw.com/fr/la-guerre-de-leco-en-afrique-de-louest/a-52043817

https://www.jeuneafrique.com/mag/893384/economie/reforme-du-franc-cfa-les-dessous-de-lannonce-du-21-decembre/[4]
[5] https://fr.euronews.com/2020/05/20/la-france-enterine-la-fin-du-franc-cfa-dans-un-projet-de-loi

Par ailleurs, dans l'optique de faire de l'ECO le fondement du dynamisme de l'union économique, ainsi que de la prospérité des populations des pays concernés, les plus Hautes Autorités de l'UEMOA ont souhaité conserver deux piliers clefs de la stabilité monétaire de la zone :

- Le maintien du taux de change fixe par rapport à l'euro (qui assure la parité actuelle).
- La garantie de convertibilité illimitée de la monnaie par la France.

Les décisions actées le 21 décembre 2019 à Abidjan, représentent ainsi un tournant majeur vers la mise en place de l'ECO et n'affectent en rien l'usage quotidien du Franc CFA par les populations et les entreprises de l'UEMOA.[6]

Pour sa part, l'économiste et écrivain Sénégalais Felwine Sarr estime que *« nous avons raté la symbolique de l'annonce de la réforme. In fine, c'est une avancée, mais pas une révolution, ni une rupture fondamentale »*[7]. Le 20 mai 2020, par la voix de sa porte-parole Sibeth Ndiaye, le gouvernement français entérine la fin du franc CFA dans un projet de loi.

Tout compte fait, l'entrée en vigueur de l'ECO, initialement prévue le 1er juillet 2020, est toujours dans l'impasse. Rappelons qu'en février 2020, le Nigeria avait déjà demandé un report de l'entrée en vigueur de l'ECO au mois de juillet tel qu'il a été décidé par la CEDEAO en juin 2019[8]. Comment appréhender ces atermoiements ?

L'accord de coopération monétaire signé à Abidjan serait-il symptomatique des divisions profondes qui secouent la CEDEAO voire d'une querelle de leadership opposant la cote d'Ivoire au Nigeria ? Cette annonce est-elle le signe d'un passé colonial, toujours à la manœuvre pour maintenir son genou sur le cou chétif d'une UEMOA suffocante ? Révèle-t-elle les stigmates d'une servitude volontaire ? A bien des égards, ces divergences et interrogations nous replongent dans les dédales idéologiques qui ont émaillé la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à l'aube des indépendances avec les groupes de « Casablanca » et de « Monrovia ». Même s'il faut nuancer et noter que le facteur politique fut le fil d'Ariane de cette organisation car elle devait viser une union politique qui puisse surmonter la balkanisation, « principal instrument du néo-colonialisme »[9]. Aujourd'hui, au regard des défis présents, pressants et innumérables du continent africain, force est de reconnaitre que tout aurait pu être… presque parfait dans la réalisation de ce projet de monnaie unique tant attendu. Il devrait, à terme, déboucher sur la création d'une zone économique puissante, viable et compétitive avec plus de 350 millions d'habitants, donc de consommateurs. Mais allons plus loin…

[6] https://www.bceao.int/fr/communique-presse/communique-de-presse-reforme-du-franc-cfa
[7] https://www.emedia.sn/FELWINE-SARR-FIN-DU-CFA-MARCHE-VERS-L-ECO-UNE-AVANCEE-MAIS-DU-CHEMIN-A-FAIRE.html
[8] https://www.agenceecofin.com/economie/0407-78177-uemoa-la-reforme-du-franc-cfa-est-dans-limpasse

[9] Elikia M'Bokolo , « George Padmore, Kwame Nkrumah, Cyril L. James et l'idéologie de la lutte panafricain »e. p.1, Paris.

« Afrique cauchemar », dites-vous ?

En effet, telle une ombre épeurante, la figure hideuse de l'« Afrique cauchemar » continue de pourchasser le continent africain. Elle semble dessiner les contours de ses rapports avec les pays du Nord estampillés développés en décidant de son sort dans les relations économiques internationales et de son rôle dans le concert enivrant des nations. Ce, d'autant que les colonisés « ont été conquis aisément parce qu'ils étaient sous-développés »[10] et que leurs dirigeants se complaisent souvent dans un excès horripilant en se livrant à d'atroces guignolades qui ne font qu'entacher l'image que l'on a de l'Afrique. Néanmoins, une certaine forme « d'oppression du développement » s'est fiévreusement emparée de la plupart des états africains. Paradoxalement, cet objectif parait inatteignable depuis près de 60 ans d'indépendances…formelles. Un palmarès honteux ! Pas glorieux… du tout ! Il est à tout le moins inspirant pour certains auteurs comme Axelle Kabou, qui s'interroge opportunément des 1991 à travers l'intitulé de son ouvrage : *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Avant lui, citons le célèbre ouvrage de René Dumont sous l'intitulé *L'Afrique noire est mal partie* (1962). Dans un élan panafricaniste, Kwamé Nkrumah, présente dans son œuvre *l'Afrique doit s'unir* (1963) sa vision pour un continent africain uni et prospère. *Monnaie, Servitude et Liberté : la répression monétaire en Afrique* (1980) de l'économiste camerounais Joseph Tchaundjang Pouemi[11], démissionnaire du Fonds monétaire international (FMI) en 1979 « du fait d'un désaccord patent avec les prescriptions économiques et monétaire de cet organisme ». Il retrouvera le chemin des universités pour y poursuivre son combat. Citons de surcroit Jean Paul Ngoupandé, *l'Afrique sans la France* (2002) ou *Nécrologie (2003)* de Stephen Smith qui, sans faire dans la langue de bois, estime que « si l'Afrique se meurt, c'est avant tout la faute des africains »[12]. Au vrai, selon l'auteur de ce pamphlet frisant le racisme ordinaire, l'identité africaine est responsable des maux du continent[13]. La réplique viendra des plumes avisées et aiguisées de Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave avec la parution de *Négrophobie* (2005) et *l'Afrique des idées reçues* (2006) de Georges Courade ou encore *Au mépris des peuples. Le néocolonialisme franco-africain* (2004) de François-Xavier Verschave et Philippe Hausser. Enfin, Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel et Demba Moussa Dembélé (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le franc CFA ?* (2016).

Le fléchage thématique de ces quelques productions scientifiques et littéraires, offre un corpus doctrinal assez étoffé, voire une grille de lecture intéressante pour ne point souscrire à « la fatalité du tragique » africain et au panorama sublimé d'une « Afrique cauchemar », savamment véhiculée et

[10] Fred Eboko, « Négrologie »: chère Afrique cauchemar. » In Manière de Voir N°79, p.13, 2005

[12] Lire l'article d'Ives Gounin dans https://www.persee.fr/doc/polit_0032-34

[13] Fred Eboko, ibid

entretenue par quelques prophètes de mauvais augures. Par ailleurs, les pieds à terre, il convient de reconnaitre que les réalités du terrain sont, pour dire le moins, plutôt glaçantes. L'Afrique ne profite pas assez de l'interdépendance objective qui structure la gouvernance mondiale actuelle. Il ressort des lors, que la problématique du développement s'impose comme une constante et se dresse en horizon indépassable tant les réalités socioéconomiques en Afrique subsaharienne sont dégradantes nonobstant d'importantes avancées dans plusieurs secteurs.

Monnaie Unique et Monnaie Commune : quelques précisions…

Il arrive que l'on emploie confusément ces deux notions. Or il serait utile d'apporter une précision notionnelle afin de comprendre leur portée. A ce propos, selon les précisions importantes du Professeur d'économie Babacar Sene de l'UCAD, avec **la monnaie unique,** les monnaies nationales disparaissent. Il y a une seule monnaie qui circule dans la zone. On peut citer l'exemple du F CFA dans la zone franc constituée principalement de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Il y a également, l'Euro qui est en cours dans une partie des pays de l'Union européenne. Il faut préciser, que tous les pays de l'UE n'utilisent pas l'Euro. En ce qui concerne la zone communautaire de l'UEMOA, ce sont les huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) qui utilisent le FCFA comme monnaie unique. La particularité de la monnaie unique, selon l'économiste, est qu'elle peut s'organiser à travers deux systèmes : centralisé et décentralisé…

Dans le cadre d'une monnaie unique où le système fonctionne suivant une approche centralisée, la banque nationale fédérale a tous les pouvoirs et les banques nationales ne sont que des succursales. C'est la banque centrale qui émet la monnaie et gère les réserves et s'occupe de la politique monétaire. Cependant, dans un système décentralisé, la banque centrale fédérale s'occupe de la politique monétaire et les banques centrales nationales se concentrent sur la gestion des réserves de change. Si l'on prend l'exemple du F CFA, cette monnaie fonctionne suivant un système centralisé. Ce qui n'est pas le cas pour l'euro qui suit un système décentralisé. Par exemple, la Banque centrale européenne (BCE), basée à Francfort, s'occupe plus de la politique monétaire de la zone euro. Mais les banques nationales comme la banque de France, d'Italie, d'Espagne gèrent les réserves de change.

Par contre, s'agissant d'une **monnaie commune,** précise-t-il toujours, les monnaies nationales ne sont pas supprimées. Elles continuent à circuler et à jouer leur rôle. Il y a une monnaie commune constituée sous forme de panier de monnaies qui sert de référence. L'un des exemples les plus cités reste l'Ecu, à l'époque du système monétaire européen. Il existait une parité par rapport aux monnaies

nationales des pays qui étaient dans le système européen à travers le mécanisme de change. Dans le cadre de la monnaie commune, les banques centrales nationales continuent à mettre en œuvre leurs politiques monétaires. Comme exemple de monnaie commune, il cite le « Sucre » en Amérique latine. Sur le plan international, il y a les Droits de tirage spéciaux (Dts) du Fmi considérée comme monnaie commune internationale. Le Dts est un actif de réserve international, créé en 1969 par le Fmi pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres. Ils peuvent être échangés contre des devises librement utilisables. Depuis le 1er octobre 2016, la valeur du Dts repose sur un panier de cinq grandes devises : le dollar des États-Unis, l'euro, le renminbi chinois (Rmb) appelé aussi Yuan, le yen japonais et la livre sterling[14].

Cela dit, en se livrant à une analyse comparative de la trajectoire d'États hors CFA et en plein expansion aujourd'hui, les « mauvais comptes du franc CFA »[15]et les écrits d'experts sur la question ont achevé de battre en brèche la viabilité de cette monnaie qui ne serait tout simplement pas porteuse de progrès. Pas de développement sans souveraineté monétaire doublée d'une bonne gouvernance ! Le militant franco-béninois et président de l'ONG Urgences panafricanistes Kémi Séba avait, dans cette veine, brûlé un billet de 5 000 FCFA le 19 aout 2017 lors d'un rassemblement public au Sénégal. Un geste jugé excessif mais d'un symbolisme fort pour les tenants de la ligne dure dans la croisade anti CFA. La BCEAO dû réagir par une plainte et le gouvernement du Sénégal par un arrêté d'expulsion de l'activiste vers la Belgique[16]. Le débat fut toutefois relancé sur la question.

Cette monnaie donc, « relique surannée » pour les uns, « vestiges de la France Afrique » pour les autres, est devenue un colis très lourd à porter sur le dos flétri d'une Afrique claudicante et usée par une mauvaise gouvernance chronique… mais bourrée de potentialités. Elle serait un frein à la compétitivité des économies de la zone franc. C'est sans doute pourquoi, l'engouement mondial suscité par le projet de monnaie unique de la CEDEAO a pu baliser des voies d'espoir assez vastes… mais très vite douchées par le court-circuitage d'Abidjan. Un détour historique s'impose.

Le franc CFA : rétrospective historique.

Traiter de la transition du CFA vers l'ECO, commende d'opérer une brève rétrospective historique. Le passé étant partie intégrante du présent, seule une véritable connaissance du passé peut entretenir la conscience, le sentiment d'une continuité historique, indispensable au décryptage des évènements actuels. En effet, la trajectoire de l'Etat postcolonial a été précocement contrariée par une forme de

[14] https://www.seneplus.com/economie/monnaie-unique-ou-monnaie-commune
[15] Titre d'un article de l'économiste Demba Moussa Dembélé paru dans la revue Manière de Voir, février-mars 2005.
[16] http://www.enqueteplus.com/content/apr%C3%A8s-sa-premiere-expulsion-avort%C3%A9e-k%C3%A9mi-s%C3%A9ba-d%C3%A9port%C3%A9-hier-nuit-sous-escorte-polici%C3%A8re

« gouvernementalité »[17] complètement déphasée. Ses effets désastreux sur l'économie, les institutions politiques et les structures socioculturelles ont précipité la plupart des états nouvellement indépendants dans un cycle d'impotence fonctionnelle aux dépens des populations et en faveur des bailleurs de fonds internationaux et d'une certaine « élite politico-administrative » qui entretenait vis-à-vis des deniers publics, des rapports de prédation et non de conservation. Nous reprenons ici à notre compte, cette observation de René Pleven, du reste, fort édifiante : *« Si l'on admet que le pouvoir économique confère le pouvoir politique, alors, on doit admettre que le pouvoir monétaire confère le pouvoir politique. En fait, la monnaie est au cœur même des économies modernes dont elle commande les mouvements. L'Afrique indépendante, faute de l'avoir compris, ou en feignant de ne pas le comprendre, soit en démissionnant, sans raison, devant ses responsabilités monétaires, soit en les utilisant pour nourrir une administration répressive, qu'il s'agisse de l'armée ou des "technocrates", a auto-réprimé le système économique et bloqué le progrès. Le système monétaire international, savamment construit après la Seconde Guerre mondiale pour organiser le drainage des ressources de la périphérie au centre, s'est écroulé devant les légitimes aspirations des peuples à participer à l'amélioration du bien-être…* ». Ainsi donc, un jeu a toujours besoin de pions pour être profitable. L'emprise prégnante de la France sur la politique monétaire de ses anciennes colonies découle d'un processus huilé et méthodiquement élaboré après avoir été elle-même victime de « servitude monétaire ». Elle en a appris et tiré des leçons. « La politique coloniale, c'est la politique économique de la France ! », disait Jules FERRY.

La grandeur n'a qu'un temps. Le 8 mai 1945, c'est la victoire : l'Allemagne a capitulé. *« La guerre est gagnée ! Vive la victoire ! C'est la victoire des nations unies et c'est la victoire de la France ! »* Annonce le général de Gaulle à la radio[18]. Même année, le 26 décembre 1945, le franc CFA fut créé, après ratification des accords de Bretton Woods qui entendaient donner un cadre à la nouvelle gouvernance économique du monde libre. En effet, *« Le FMI et la Banque Mondiale furent créées alors et le dollar institué en tant que monnaie de réserve mondiale. **Dans les colonies françaises en Afrique,** le mécanisme appliqué au franc CFA était directement inspiré du procédé imaginé par les allemands lors de l'occupation entre 1940 et 1944, quand ils inventèrent le deutsch des territoires occupés, associé au vrai deutschmark »*[19]. Il signifie alors "franc des Colonies Françaises d'Afrique ». Ensuite, "franc de la Communauté Financière Africaine" pour les huit États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo dont l'Institut d'émission est la BCEAO et "franc de

[17] Dans la réflexion de Michel Foucault, désigne l'ensemble complexe d'institutions, de savoirs, de normes, de procédures et de calculs permettant à l'Etat moderne de consolider sa puissance en renforçant son contrôle sur la population. In Lexique de Science Politique, 2.ed
[18] Pierre Ripert, De Gaulle, p. 94
[19] https://mondafrique.com/franc-cfa-instrument-de-servitude/

la Coopération Financière en Afrique Centrale" pour les six pays membres de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC)/CEMAC à noter le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad dont l'Institut d'émission est la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)[20].

A propos de la parité du FCFA, nous avons :

Création du FCFA	26 décembre 1945	1 FCFA = 1,70 FF
Dévaluation du franc Français (FF)	17 octobre 1948	1 FCFA = 2,00 FF
Instauration du nouveau Franc Français	1er janvier 1960	1 FCFA = 0,02 FF
Dévaluation du FCFA	12 janvier 1994	1 FCFA = 0,01 FF
Arrimage du FCFA à l'euro	1er janvier 1999	655,957 FCFA = 1eur

L'UEMO et la CEMAC partagent la même monnaie (FCFA) mais appartiennent à des zones monétaires distinctes. Toutes les deux sont portées sur les fonts baptismaux après la dévaluation du Franc CFA en 1994. Ainsi, les pays de la CEMAC ne sont pas concernés par la réforme en cours du CFA. Que de liens paradoxaux et troublants qui justifient la pertinence du projet de monnaie unique de la CEDEAO.

Quand le Pr d'économie Nicolas Agbohou parle de « 70 ans de nazisme monétaire » de la France en Afrique, c'est pour faire échos à cet épisode français sous domination de la puissance occupante allemande. Toutefois, la fonction « paternante » de la France, fortement décriée ces dernières années aurait fait transparaitre la montée « d'un sentiment anti-français » en Afrique. Il faut dire que l'abolition d'un système de privilèges a toujours été source de tourments et d'effroi pour les principaux bénéficiaires (internes ou externes). Or le salut de ceux qui sont exclus de ce système serait tributaire de son renversement. La « sociogenèse de l'Etat » décrite dans l'ouvrage de Norbert Elias *La Dynamique de l'Occident* (1975) en constitue une belle illustration et les retombées de la Révolution française de 1789 un exemple criant. Le combat des peuples subsahariens pour la souveraineté monétaire devrait être appréhendé sous cet angle et non réduit à un « sentiment anti-français ».

En claire, ce « nazisme monétaire » se traduisait par la maitrise de l'institution monétaire par le compte et le régime de monnayage en établissant les conditions de drainage des ressources françaises

[20] https://www.bceao.int/fr/content/histoire-du-franc-cfa/

au service de l'Allemagne par les moyens de paiement[21]. Durant cette période, trois systèmes de pouvoir en conflit ont exercé une forme de souveraineté sur la monnaie. Chacun voulant transformer la monnaie dans le sens de sa conception de la France ou de ses intérêts économico-politiques : l'occupant nazi, dont l'objectif était de subordonner les ressources françaises à la machine de guerre allemande ; le régime de Vichy, qui mit en place une stratégie de collaboration et tenta d'asseoir une souveraineté monétaire formelle et la France Libre, qui finalement gagna la guerre et lutta pour dégager sa souveraineté monétaire de la marque de Vichy mais aussi de l'encombrant allié nord-américain[22]. Par analogie, la zone CFA jouerait aujourd'hui le rôle du régime de Vichy, jadis encapsulé par l'Allemagne nazi. Or une telle situation était inadaptée aux ambitions de grandeur et de souveraineté monétaire de la France Libre. Enchainée par le nazisme monétaire puis libérée après la débâcle allemande, la France libre enchaina à son tour ses colonies avec le même procédé nazi. Après tout, « les états n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts à défendre ». Rappelons que des milliers de chercheurs et de scientifiques allemands furent recrutés par la France à la fin de la guerre. Naturellement, des velléités d'indépendance monétaire furent notées de la part de quelques chefs d'états africains de la zone franc. Mais le rejet de la France n'était pas sans conséquences dramatiques sur les auteurs. En décidant de sortir du système monétaire de la France colonial, le président togolais Sylvio Olympio fut exécuté le 13 janvier 1963 par un ex Légionnaire français, le sergent de l'armée Etienne Gnassingbé. En 1962, Modibo Keita, président du Mali, décida aussi de se retirer du système monétaire CFA. Pour sa part, il sera victime d'un coup d'état mené encore par un ex légionnaire français des Affaires étrangères, le lieutenant Moussa Traoré. La descente aux enfers de la Guinée commença quand Sékou Touré décida en 1958 de sortir de l'empire colonial français. Depuis, les rapports entre la France et les pays francophones d'Afrique ont beaucoup évolué et le discours sur la monnaie a considérablement changé. Autre temps, autre mœurs. Donc de nouvelles pratiques dans la coopération monétaire avec la zone franc. En atteste, la déclaration de Macron à Abidjan : *« C'est en entendant votre jeunesse que j'ai voulu engager cette réforme. Le Franc CFA cristallise de nombreuses critiques et de nombreux débats sur la France en Afrique. J'ai entendu les critiques, je vois votre jeunesse qui nous reproche de continuer une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc rompons les amarres »*[23]. Arme sémantique ou *soft power?* Ces propos contrastent dans l'allure d'avec le discours du général de Gaulle à l'endroit des porteurs de pancartes en 1958 à Dakar. Mais le fond reste le même : maintenir le cordon monétaire avec la zone franc.

[21] Jérôme Blanc. « Pouvoirs et monnaie durant la seconde guerre mondiale en France : la monnaie subordonnée au politique". International conference on War, Money and Finance, " Monetary and Financial Structures: The Impact of Political Unrests and Wars ", Jun 2008, Paris, Nanterre, France. halshs-

[22] Ibid, p.3

[23] https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/21/la-mort-du-franc-cfa-annoncee-par-emmanuel-macron-et-alassane-ouattara_6023752_3212.html

UEMOA : vertus stabilisantes du CFA ou servitude monétaire ?

Briser le cercle vicieux de la pauvreté en Afrique subsaharienne, a toujours été au cœur des programmes gouvernementaux. Or cet objectif ne peut être atteint en faisant fi de l'économique, du fait monétaire. De ce point de vue, la messe semble désormais dite : le CFA fait partie du problème. Qu'est-ce qui explique donc sa réforme partielle au sein de l'UEMOA en lieu et place d'une réforme majeure qui aurait précipité le basculement vers l'ECO ?

La réponse est simple pour le président ivoirien Alassane Ouattara qui, au sortir d'une rencontre avec Macron le 15 février 2019, dira devant un parterre de journaliste massé sur le perron de l'Élysée *« j'ai entendu beaucoup de déclarations sur le franc CFA […]. Je ne comprends pas ce faux débat. Le franc CFA est notre monnaie, c'est la monnaie de pays qui l'ont librement choisie depuis l'indépendance dans les années 1960. Elle est solide, elle est appréciée, elle est bien gérée. Nous sommes très heureux d'avoir cette monnaie, qui est stabilisante. »*[24] Autrement dit, pour ADO, le « CFA » arrimé à l'Euro est la garantie d'une inflation maîtrisée. Le Président sénégalais Macky Sall avait émis sur la même fréquence en marge d'un débat sur l'endettement de l'Afrique, organisé par la RFI : « *Si on ne veut pas faire de politique politicienne, tout le monde reconnaît que le Franc CFA est la monnaie la plus stable en Afrique de l'ouest. Elle a cours presque dans tous les pays contrairement aux autres monnaies. C'est la preuve que c'est une monnaie solide. On peut en dire ce qu'on veut et peut-être changer le nom, mais elle reste la meilleure monnaie* » avant d'ajouter « *…pour une monnaie commune, il faut aller avec tous les ingrédients. Il faut que tous les préalables soient réunis pour éviter à nos populations de connaitre des changements qui peuvent déstabiliser nos pays. Parce que nous sommes habitués à des taux fixes et à une inflation basse »*[25]. Des avis qui contrastent fortement d'avec celui de leur homologue tchadien Idris Deby Itno qui souleva le caractère inopportun du franc CFA comme levier de développement des pays africains. Dans le même ordre d'idées, l'économiste sénégalais Demba Moussa Dembélé, président de l'Africaine de recherche et coopération pour l'appui au développement endogène (Arcade), considère le CFA comme une « servitude monétaire ». En effet, il estime que *«la stabilité dont on parle n'est favorable qu'aux entreprises européennes et surtout françaises qui opèrent dans cette zone monétaire. Elles ne courent aucun risque de change et peuvent rapatrier la totalité de leur profit parce que, dans les*

[24] https://www.jeuneafrique.com/mag/893384/economie/reforme-du-franc-cfa-les-dessous-de-lannonce-du-21-decembre/

[25] https://www.leral.net/Macky-Sall-sur-le-Franc-Cfa-C-est-la-monnaie-la-plus-stable-en-Afrique-de-l-ouest_a264571.html

mécanismes de fonctionnement de la zone franc, il y a une liberté totale des transferts entre nos pays et la France ». A contrario, « il n'y a plus de *possibilité de transfert illimité entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre parce que les deux monnaies n'ont plus le même statut qu'auparavant »* depuis la dévaluation de 1994[26]. Pour lui, selon les indicateurs des Nations unies, *« sur les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), sept sont classés pays les moins avancés. Les échanges commerciaux entre les pays de l'UEMOA tournent autour de 15 %, alors que dans la zone de l'Afrique centrale, ce taux est en deçà de 10 %. Donc cette stabilité ne nous favorise pas du tout. Tout l'avantage revient à l'Europe parce que ses relations commerciales avec la zone franc sont à plus de 60 % »*[27]. Quant au Professeur David Assiba Johnson c'est le concept même de convertibilité qu'il remit en cause lors d'une émission sur Africa24 (Polititia). Il parlera de « mimétisme nauséabond ». Tandis que pour le Professeur Nicolas Agbohou, c'est une catégorie de hauts fonctionnaires qui tient en otage l'Afrique. Car dire que la monnaie CFA est solide, c'est trompé scientifiquement les africains. En vérité, la garantie de convertibilité n'est pas un problème selon lui. Le Maroc était dans la zone CFA. Puis il est sorti. Par ailleurs, dans l'indice de développement humain, les pays qui sont en tête sont tous hors de la zone CFA : Les Seychelles, L'Ile Maurice, L'Algérie, la Tunisie, le Botswana...etc.

Ces divergences de vues attestent d'un fossé énorme qui existe entre dirigeants et techniciens autour de cette réforme. C'est sans doute pourquoi, l'économiste togolais Kako Nubukpo considère le Franc CFA comme un totem pour l'intelligentsia africaine et un tabou pour les décideurs. Tout compte fait, le CFA avec ses vertus stabilisantes, porte les germes d'une défaillance qui freine considérablement le plan d'intégration et de développement de la CEDEAO. En effet, quatre grandes faiblesses sont relevées par Kako Nubukpo : l'incapacité de cette monnaie à promouvoir le développement des échanges intracommunautaires, la difficulté pour les économies de la zone franc à réaliser des gains de compétitivité-prix à l'export, la faiblesse chronique du financement des économies de la zone et enfin l'absence d'objectifs explicites de croissance économique dans les agendas des deux principales banques centrales de la zone (BCEAO et BEAC)[28]. Par ailleurs, l'exception africaine est mise en relief par le rapport d'octobre 2018 de la Banque mondiale sur l'extrême pauvreté (personnes vivant avec moins de 1,9 dollars par jour)[29]. Selon ce rapport :

- En 1990, 80% des personnes vivant avec moins de 1,9 dollars par jour vivaient en Asie et 15% seulement en Afrique.

[26] https://www.lepoint.fr/economie/demba-moussa-dembele-la-stabilite-du-franc-cfa-ne-profite-pas-aux-africains-15-09-2017-2157164_28.php
[27] ibid
[28] https://www.lepoint.fr/economie/kako-nubukpo-f-cfa-totem-pour-l-intelligentsia-africaine-tabou-pour-les-decideurs-15-09-2015-1964972_28.php
[29]https://www.herodote.net/Illusions_et_desillusions_des_independances-synthese-642-347.php

- En 2015, 35 % vivent encore en Asie et 57% en Afrique. En 2050, elle pourrait concentrer 90% de toutes les personnes vivant dans l'extrême pauvreté[30].

Dans l'UEMOA et sur la base de politiques publiques spécifiques, l'ECO pourrait-elle renverser cette tendance vertigineuse au regard de l'accord de coopération monétaire signé à Abidjan ?
Si les facteurs d'espoir ne manquent pas, la position avant-gardiste de la France sur cette réforme sonne comme une note discordante. Pour Paris toutefois, la réforme du FCFA est « une étape préalable » « dans la feuille de route du projet de monnaie unique de la CEDEAO ». La « servitude monétaire » n'est aujourd'hui qu'une question de choix. Elle peut se poursuivre sous les oripeaux du CFA ou disparaitre avec l'ECO…une transition à ne pas rater au sein de la CEDEAO.

L'ECO à l'épreuve des rivalités géopolitiques

La dynamique d'intégration économique, en phase avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) avait le vent en poupe avec le lancement de la signature de l'Accord de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda. Quelques mois plus tard, en conclave à Abuja le 22 décembre 2018, les leaders des pays ouest africains s'étaient accordés sur la feuille de route de mise en place d'une monnaie unique de la CEDEAO. En effet, les huit monnaies en circulation dans les 15 pays de la CEDEOA ne facilitent pas l'intégration monétaire dans cet espace. Les lignes bougeaient donc en Afrique. L'espoir renaissait. De fil en aiguille, l'ambition de « renforcer la compétitivité des économies des États parties aux niveaux continental et mondial »[31] prenait forme. Le projet de monnaie unique de la CEDEAO était sur la bonne voie. Le processus semblait lisse, jusqu'à ce 21 décembre 2019 à Abidjan, lieu d'annonce de la fin du CFA et de son remplacement par l'ECO au sein des pays membres de l'UEMOA. Ce fut la remise en cause d'un projet collectif piloté par la CEDEAO depuis sa naissance le 28 mai 1975, au prix d'efforts et de sacrifices.

Qu'est-ce qui explique donc la décision de Ouattara de ramer à contre-courant de ses pairs ?
Apparemment, des négociations entre Alassane Ouattara et Paris auraient commencé depuis le mois d'avril 2019 dans la plus grande confidentialité. Il informait toutefois ses pairs de l'UEMOA sur l'avancée des négociations. A cet effet, selon une source à l'Élysée, *« L'accélération de la dynamique d'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest pour se doter d'une monnaie unique en 2020 a été décisive pour parvenir à cette avancée. Seulement, le compte d'opération à Paris et la présence française dans les instances bancaires étaient un repoussoir pour les pays anglophones de la*

[30] https://www.banquemondiale.org/fr/research/brief/poverty-and-shared-prosperity-2018-piecing-together-the-poverty-puzzle-frequently-asked-questions

[31] *Cf.* Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, p.5

Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)». Outre cela, Paris et Abidjan souhaiteraient que les pays francophones, membres de l'UEMOA, soient *« le socle de cette intégration monétaire sur laquelle pourront se greffer les pays anglophones ou lusophones de la région »*. Ce qui fera dire à l'économiste Carlos Lopez que *« le changement intervenu est le fruit d'un opportunisme politique bienvenu. Il ne correspond pas à l'idée initiale de monnaie unique régionale mais c'est la meilleure façon d'évoluer »*[32]. Le hic, évoluer dans la division ne correspond pas à l'esprit du projet d'intégration monétaire de la CEDEAO et il sera difficile d'avancer sur la même longueur d'onde. Le mutisme de Ouattara sur la préparation de cette annonce alors même que la veille il était à Abuja, traduit un jeu de dupes qui pourrait être fatal à l'avenir de l'ECO. Car loin d'une querelle de famille, la conduite de l'UEMOA installe la méfiance et travestit les rapports de solidarités qui devraient en principe conduire à l'effectivité du projet de monnaie unique. Le communiqué du 16 janvier des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de Gambie, du Ghana, de Guinée, du Liberia, du Nigeria et de Sierra Leone, critiquant ouvertement la décision de l'UEMOA, est assez révélateur du caractère dissolvant de cet acte. En décidant de faire de l'UEMOA le « pivot » de cette réforme alors qu'une dynamique d'ensemble endogène était déjà mise en branle, revenait à attiser voire réveiller des rivalités entre pays francophones et anglophones. Or dans la division, rien de grand ne peut se faire. Il se susurre que Paris aurait proposé la présence de Buhari aux négociations mais Ouattara était contre. Cela donne déjà l'image d'une « concurrence coopérative » ou d'une « collaboration opportuniste » au sein de la CEDEAO ou chacun chercherait à se tirer d'embarras au détriment des autres.

Buhari, adepte de la doctrine de Monroe (Gendarme de l'Afrique) et Ouattara (puissance économique de l'UEMO) se retrouvent ainsi sur fond de discorde dans le jeu sous régional. En plus, le premier est militaire de carrière et chantre du nationalisme économique. Le second est un économiste libéral proche des grandes institutions internationales. Sans compter que « *…les deux hommes se sont plusieurs fois opposés sur des sujets importants, comme celui de l'adhésion du Maroc à la CEDEAO, pour laquelle milite Abidjan et dont le Nigeria n'a pas voulu* », précise un ministre des Affaires étrangères de la sous-région. Selon un participant, lors du sommet de la CEDEAO à Niamey *« Pendant le huis clos, Ouattara a plaidé pour que le siège du Parlement de cette organisation soit délocalisé d'Abuja à Abidjan. C'est une vieille revendication ivoirienne, qu'avaient déjà avancée Houphouët-Boigny puis Gbagbo. La plupart des chefs d'État, notamment George Weah, Nana Akufo-*

[32] https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/21/la-mort-du-franc-cfa-annoncee-par-emmanuel-macron-et-alassane-ouattara_6023752_3212.html

Addo et Macky Sall, y étaient favorables. Mais Buhari a refusé en brandissant un document des années 1980, et personne n'a osé le contredire »[33]

Ces quelques passages montrent en filigrane les profondes divergences qui secouent la CEDEAO. Mais elles peuvent être dépassées si le Nigeria adoptait une posture d'éclaireur en évitant de tomber dans le traquenard des démons de la division capables de surfer sur les ambitions pour atteindre leur cible. Et les autres États d'en faire autant pour baliser le terrain à l'ECO et couper court aux courants de fond divisionnistes.

En vérité, le Nigeria, compte tenu du contexte, de son poids économique et démographique, a certes des ambitions géopolitiques qu'une monnaie unique pourrait matérialiser. Mais, le cas échéant, les flux commerciaux en direction des espaces économiques sous régionaux pourront considérablement augmenter au profit de tous les pays membres de la CEDEAO. En cela, Mouhamadou Buhari aurait pu assister aux négociations avec son homologue ivoirien en parlant d'une même voix pour une réforme ambitieuse du CFA au nom de tous les pays membres de la CEDEAO et préparer ensemble la transition vers l'ECO. Cela aurait pu contribuer à la décrispation de leurs rapports. A ce stade toutefois, où les risques sérieux d'une implosion de la CEDEAO sont brandis, si les pendules ne sont pas remises à l'heure, l'ECO de la CEDEAO pourrait être compromise. Mais l'exploit est encore possible. La machine diplomatique sous régionale devrait s'activer à cet effet…

Quant à la France, en dépit de ses bonnes dispositions affichées pour cette réforme, elle continuera à défendre ses intérêts et ne compte pas en sortir perdante comme à l'accoutumée. Elle fera tout pour préserver son « pré-carré », la « famille franco-africaine ». Relevons quelques passages lointains mais qui pourront être assez significatifs dans le contexte africain actuel car ils témoignent de l'attachement de la France à ses intérêts malgré le détachement qu'elle fait montre sur la réforme du CFA.

Nous sommes en 1969, Paris célèbre le retour de Bokassa dans le giron de la famille franco-africaine, qu'il avait tenté de quitter quelques mois plus tôt en s'associant au Tchad et au Zaïre pour créer l'UEAC, l'Union économique de l'Afrique centrale, après avoir quitté l'UDEAC, l'Union douanière et économique des États de l'Afrique centrale. L'ambassadeur de France Albert de Schonen résuma ainsi cette éphémère faux-pas des trois Chefs d'Etat concernés, Tombalbaye, Mobutu et Bokassa : *« Cette initiative, où l'on soupçonnait des influences américaines s'exerçant à travers le gouvernement du général Mobutu, brisait un ensemble économique que nous avions créé et le général Bokassa fut éclairé sur le mauvais accueil qu'une telle décision, adoptée peu avant son voyage officiel, recevait à Paris. Il rompit alors avec Kinshasa et Fort-lamy (capitale du Zaïre et du Tchad) dans les conditions les plus brutales. (…) Tout était prêt pour que le général Bokassa soit*

[33] https://www.jeuneafrique.com/mag/886060/politique/la-reforme-du-franc-cfa-fait-rejaillir-la-rivalite-entre-alassane-ouattara-et-muhammadu-buhari/

accueilli dans les meilleures conditions du 11 au 14 février 1969. Tout avait été mis en œuvre par le général de Gaulle pour revêtir cette visite d'un faste exceptionnel. Ainsi pouvait-il faire oublier à son hôte les déceptions d'une trop longue attente. »[34]

Ce deuxième passage pourrait donner des sueurs froides aux adeptes d'une coopération vertueuse. En effet, l'ambassadeur Schonen écrit : *« J'estime tout d'abord, que nous ne pouvons souhaiter un Chef d'Etat plus favorable à la France que le Général Bokassa ; il n'est ni francophile ni francophobe : il est français. Ceci complique la situation car il s'estime le vrai représentant de la France en RCA (…) »*. Et d'ajouter *« Étant donné que le Général Bokassa nous garantit par sa seule présence un renforcement de notre implantation et le maintien de nos positions clefs, c'est-à-dire l'enseignement du français, l'instruction et l'équipement de son armée par nos militaires et l'exploitation de ses principales richesses par des entreprises françaises, nous devons nous montrer des plus satisfaits et le laisser jouer son jeu. »*[35]

A la lumière de ces extraits, chacun peut se faire une idée de l'ampleur des enjeux en jeu. Le projet ambitieux de monnaie unique de la CEDEAO qui, à terme, devrait aboutir à une zone économique ouest africaine viable, est ainsi pris en étau entre le marteau et l'enclume d'intérêts géopolitiques et géostratégiques tenaces. La réalisation de ce projet exige donc de tous les états membres une part de sacrifice, des actions coordonnées de la société civile et des diasporas africaines dans l'optique lointaine d'une monnaie unique africaine et d'un Etat fédéral africain.

Pour le moment, l'ECO est en…suspens.

[34] René-Jacques Lique, *Bokassa 1er: la grande mystification*. Ed. Chaka. p.132,
[35] Op.cit, p.134

Réforme du franc CFA : Au nom des militants des sociétés civiles africaine

Auteur : Mouhamed DIOUF

L'annonce de la réforme future du franc F CFA pour la zone francophone d'Afrique de l'ouest marque un tournant dans les relations entre la France et les pays concernés. Monnaie controversée et critiquée, le F CFA a jusque-là fait montre d'une capacité de résilience à nulle autre pareille en tant que monnaie de la plus vieille union monétaire au monde (UEMOA). Partant de là, il est nécessaire de reconsidérer les logiques qui ont subitement accéléré le choix de la réforme notamment en considérant le rôle joué par les acteurs de la société civile. Ces derniers apparaissent en effet comme les acteurs déterminants d'une coalition de cause qui a réussi à inscrire la question sur l'agenda politique français et faire bouger les lignes. Ce parti pris de mettre en exergue le poids ou l'influence de ces mouvements ne doit pas occulter par ailleurs d'autres paramètres fort intéressants à même d'éclairer ce projet de réforme. Il en est ainsi d'un présupposé adjacent avancé par beaucoup et qui reste plausible, celui d'une tentative de détournement et de récupération d'un projet de création d'une nouvelle monnaie dans l'espace de la CEDEAO. Lequel projet est arrivé à maturation mais que l'axe Abidjan-Paris par le truchement de l'UEMOA torpille. Cependant, l'activisme de plus en plus chez beaucoup de jeunes du continent sur cette question de la monnaie a sans doute impacté la décision de la réforme. C'est ce que cet article souhaite démontrer sans rentrer dans un débat technique, économique ou financier consubstantiel au fonctionnement de la monnaie.

Le franc CFA, retour sur plus d'un demi-siècle de déni par la France

La volonté politique affichée par le président Emmanuel Macron sur la question du franc CFA tranche d'avec l'attitude des anciens présidents de la Vème république. Ils se sont tous fait remarquer pour la plupart par une stratégie d'évitement à chaque fois qu'il a été question d'engager la réflexion sur le statut de la monnaie. Depuis sa création en 1945, une véritable politique de réforme n'a jamais pu être pensée sérieusement et mise en œuvre. Tout au plus, des mesures incrémentales[36] ont été décidées çà et là pour surtout calmer la colère des activistes ou soigner l'image de la métropole. Il en

[36] Ici l'incrémentalisme s'oppose à la conception qu'en développe Charles Lindblom lorsqu'il s'intéresse au problème de la décision. Chez lui l'incrémentalisme est pour le décideur un ensemble d'adaptations d'une politique existante qu'on modifie à la marge car confronté à beaucoup d'incertitudes pour adopter une nouvelle décision. Dans le cas de la France, les mesures incrémentales sur le FCFA relèvent plutôt d'une logique stratégique et dilatoire consistant à décider de réformes cosmétiques sans emprise sur le fond. Ou pour le dire autrement le changement dans la continuité.

est ainsi par exemple du changement de sens auquel renvoie le sigle F CFA…initialement franc des colonies françaises d'Afrique, elle est passé à franc de la communauté financière africaine sans aucun impact dans son fonctionnement.

Par conséquent, lorsqu'il est question de cette monnaie, ce qui peut rebuter le profane quand il décide de s'y intéresser et notamment à sa structure, c'est sa capacité de résilience au regard de l'histoire. Mais surtout aussi la subsistance d'une monnaie coloniale la seule encore en cours au monde dans 14 pays du continent sans oublier les Comores qui entretiennent le même rapport avec l'ancienne métropole. Essayer de comprendre un tel état de fait c'est revenir à chercher ce qui peut bien expliquer cette résistance face au temps. La réponse est fortement tributaire à la gestion même de celle-ci par l'ancienne métropole qui en est la garante. En effet face aux critiques venant notamment du monde intellectuel, elle a toujours su jouer sur les mots et sa position de puissance pour annihiler toutes velléités de remise en cause. La plus grande réussite dans cette stratégie politique est notamment le fait de parvenir à confiner le débat sur la monnaie hors des frontières de l'hexagone. Très peu de chaînes de télé pose véritablement le débat sur la question contribuant ainsi à la stratégie du gouvernement français. L'ignorance des mécanismes de la monnaie en France est effarante quand on considère le lien existentiel qu'il y a pourtant entre le F CFA et l'économie française à travers notamment le rôle du trésor français. Ce qui explique bien évidemment la réussite de la politique d'évitement menée contre les débats sur la monnaie. Cette stratégie dans l'hexagone est cependant compensée au fil des années par une politique offensive et insidieuse menée dans le continent africain. Elle s'est exprimée notamment dans les premières contestations de la monnaie par des destins plutôt tragiques de ses pourfendeurs. On peut citer ainsi quelques exemples emblématiques (Les présidents Modibo Keïta, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio...). Il faut dire que la proposition d'un autre modèle que celui qu'institue le système autour du F CFA relevait d'une logique rationnelle puisque ledit système fut mis sur pied pour répondre aux intérêts de la métropole lors de sa création. L'intelligence de la stratégie française c'est aussi manifesté par le rejet de la responsabilité de la France elle-même sur les présidents africains, qu'elle présentait comme les seuls à même d'engager la réforme s'ils le souhaitaient. Par conséquent, une telle initiative leur revenait entièrement. Macron déclarait d'ailleurs dans une réponse lapidaire lors de sa visite au Burkina Faso sur le FCFA que : « Personne n'oblige à un État d'être membre de la zone CFA ; le président kaboré décide demain je ne suis plus dans la zone CFA, il n'y est plus.[37] » Ce qui bien évidemment est une belle façon de réduire toute la complexité de la structure de la monnaie en conférant aux présidents une compétence qu'ils n'ont jamais osé déclencher pour des raisons quelconques. Il faut dire qu'il fallait et qu'il faut encore aujourd'hui, beaucoup de cran pour les présidents africains afin d'oser mettre la France face

[37] https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou

à ses responsabilités historiques et engager avec elle un rapport de forces. L'exemple de la Guinée qui a eu l'outrecuidance de dire non, constituait par conséquent, un exemple dissuasif et une sorte d'épée de Damoclès pour ceux qui auraient la témérité de suivre son exemple. D'où toute l'importance à souligner le rôle transformateur des mouvements de la société civile qui ont pu faire avancer le débat aidé par la facilitation de mobilisation qu'offre les réseaux sociaux.

Du déni à la mise à l'agenda, une victoire des nouveaux mouvements de lutte contre le CFA ?

L'entrée dans ce combat des mouvements de la société civile a sans nul doute hissé le débat à un niveau supérieur. Il ne serait pas abusé de considérer en effet que la tournure actuelle du débat politique et socio-économique sur la monnaie leur est fortement tributaire. Ces dernières années, ils ont fortement secoué le champ politique globalement en Afrique et la zone francophone d'Afrique de l'ouest surtout. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de constater que la réforme de la monnaie concerne uniquement cette zone et non celle de l'Afrique centrale. Il faut noter que c'est dans cette partie de l'Afrique que le combat est plus vif. L'hostilité même à l'égard de la monnaie y déborde justement ce cadre pour se transformer en une lutte contre la présence française en Afrique. Contre ses multinationales qui portent encore malgré elles pour certaines les stigmates des réseaux de la « françafrique » qui ont mauvaise presse sur le continent. Le grand mérite si on puit dire de ces mouvements, c'est d'avoir réussi à populariser le débat et d'en faire une affaire des peuples. Ils ont su éveiller les jeunes par des activités et pratiques de concernement que les « intellectuels » africains[i] n'ont pas su véritablement réussir. D'ailleurs pendant longtemps pour certains d'entre eux, la monnaie est une question technique justifiant que ceux qui doivent s'exprimer là-dessus devaient en maîtriser les mécanismes pour gagner le droit de s'y prononcer. Dans les rues de Dakar notamment, les visiteurs ne peuvent manquer de voir les graffitis et inscriptions sur les murs de phrases telles que « France dégage ». Cette situation a fait notamment penser à l'existence d'un sentiment anti-Français souligné même par le président Emmanuel Macron. Sa décision de réformer la monnaie pourrait n'être en effet qu'une réponse éloquente et justifiée au contexte actuel. Lors de sa dernière visite en Côte d'Ivoire, il confessa pour justifier le projet de réforme en ces termes : « c'est en entendant votre jeunesse que j'ai voulu engager cette réforme. Le FCFA cristallise de nombreuses critiques et de nombreux débats sur la France en Afrique. J'ai entendu les critiques, je vois votre jeunesse qui nous reproche de continuer une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc rompons les amarres. »[38] Cette jeunesse déborde en effet d'énergie et maîtrise de plus en plus les rouages de la monnaie. Plus

[38] https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/12/21/a-abidjan-conference-de-presse-du-president-emmanuel-macron-avec-alassane-ouattara-president-de-la-republique-de-cote-divoire

éduquée et plus informée que les générations précédentes, elle a érigé ce combat contre le F CFA comme une mission de vie qu'elle se donne. Décomplexée dans ce combat, elle perçoit le caractère arbitraire et inique de la monnaie dans les rapports entre la France et ses ex-colonies. Laquelle jeunesse veut faire advenir un nouveau monde et se retrouve dans le discours de l'Afrotopia[39] pour mettre un terme à la servitude monétaire relevée par Kako Nubukpo. D'ailleurs, l'emballement médiatique tant sur le continent africain qu'en France découle des nombre manifestations organisées dans les capitales africaines et européennes y compris à Paris. Par ailleurs l'un des acteurs les plus en vue dans ce combat est le Franco-béninois Kemi Seba, président de l'ONG Urgences panafricanistes. Il déclarait lors de la manifestation du 7 janvier 2018 à Dakar que : « l'incertitude de l'avenir dans l'autodétermination est infiniment plus digne que la sérénité et les certitudes dans l'asservissement. » Il en résulte que la question devient parmi d'autres considérations, une question morale à laquelle la France doit répondre. Elle dépasse le cadre africain et a pu d'ailleurs créer une tension diplomatique avec l'Italie qui est convaincue que le CFA entretient un lien consubstantiel avec la situation de pauvreté de l'Afrique francophone et partant, la question migratoire.

Le choix de Macron au-delà de la symbolique, révèle donc cette montée d'une nouvelle conscience chez la jeunesse africaine. Elle délégitime en même temps les présidents africains qui pour calmer le débat, ont toujours considéré que le CFA est une bonne monnaie à garder.

Un regard sur le répertoire d'action des mouvements engagés contre le F CFA

Comment en quelques années est-on passé de manœuvres limite dilatoires à l'accélération du débat sur la réforme de la monnaie ? Mais surtout à une décision historique de la France d'engager un certain nombre de changements dans la gestion même administrative de la zone franc de l'Afrique de l'ouest ? Nous avancions la thèse selon laquelle cela avait à voir avec le développement massif des mouvements contre le F CFA en Afrique. Ayant dit cela, il était important de poser la question du comment pour mieux saisir l'action et le déploiement de ces mouvements à travers le concept heuristique de répertoire d'action.

Ce concept sociologique développé par Charles Tilly souligne l'existence de registres de moyens d'action connus et utilisables par les individus dans le cadre de leur mobilisation. Dans les mobilisations contre le franc CFA, la question du répertoire d'action des mouvements de la société civile est intéressante pour mieux appréhender l'impact des dits mouvements dans l'avènement de la décision de réforme. L'observation donc de leurs actions permet de déceler un répertoire plutôt

[39] Afrotopia ouvrage de Felwine Sarr écrivain sénégalais, qui y développe une réflexion qui prend le contrepied des pensées développementalistes sur l'Afrique avec une mise en perspective historique et *in fine*, une réflexion une Afrique à faire advenir.

éclectique du reste. Il se forme principalement par des marches de protestations dans les rues des capitales africaines mais aussi dans d'autres villes du monde notamment à Paris lieu symbolique pour des raisons évidentes. Ce répertoire se déploie également dans le monde virtuel avec les mobilisations sur les réseaux sociaux mais également dans la production culturelle à travers notamment la musique Rap et ses dérivés comme les tags dans les endroits publics.

Il faut dire que ces différentes stratégies ont eu le mérite de placer la question du franc CFA dans le débat public ou pour le dire autrement de la populariser. Elle a pendant très longtemps été circonscrite de facto au champ des experts économiques ou encore monétaires. Nous expliquions comment une certaine élitisation du débat n'avait pas cependant permis d'avancées substantielles sur la question. La naturalisation du débat et sa sortie de la sphère académique doit beaucoup à l'émergence un peu partout sur le continent de mouvements s'identifiant comme panafricains et plaçant la question du franc CFA comme l'enjeu souvent principal de leur existence. La question du F CFA est même très mobilisatrice à tel point qu'elle cache consciemment ou pas d'autres enjeux socio-économiques et politiques non moins importants. Mais cela ne profite pas à la classe politique qui est elle-même considérée comme complice de système.

Pour ces mouvements dont la plupart demeurent marginalisés par le politique, le répertoire d'action se limite à leurs capacités de mobilisations protestataires. Celles-ci se déploient sur deux terrains : les réseaux sociaux et la rue. Ces mobilisations dans la rue souvent sporadiques n'en constituent pas moins des moments forts de socialisation politique non seulement sur la monnaie mais sur les rapports entre la France et les pays de la zone franc. Leurs impacts ne peuvent être appréhendés que par leur portée symbolique et les effets qu'elles impliquent dans la perception collective de la présence française en Afrique. L'idée qu'il y aurait un sentiment anti-français peut-être attribuée à ces dynamiques de mobilisations régulières dans plusieurs capitales africaines. Elles ont le don par des discours tenus par les leaders de ces mouvements de peindre une image de la France qui serait une puissance impérialiste. Le pouvoir des mots aidant, il y a de plus en plus de jeunes acquis à cette cause de la lutte pour la fin du F CFA. Cette dernière devient ainsi une affaire des jeunes qui l'assimilent comme la cause de la pauvreté économique dans laquelle se trouve nombre de pays. Ce ressenti contre la France se matérialise ainsi à travers notamment des productions artistiques par la production de clips vidéo sur le franc CFA mais aussi par des graffitis et inscriptions de mots tels que « France dégage » dans les rues de Dakar par exemple.

Dans ces mobilisations le point d'orgue a sûrement été la décision prise par le militant et président de l'ONG Urgences panafricanistes en l'occurrence Kémi Séba de brûler un billet de banque du F CFA lors d'une manifestation publique.[ii] Cette vidéo ayant fait le tour des réseaux sociaux a suscité son expulsion du Sénégal laquelle, avait indigné beaucoup de militants qui y ont vu une stratégie de riposte de la France.

Sur un autre plan, la couverture internet sur le continent se développant, permit très vite aux mouvements protestataires de se déployer dans les réseaux sociaux lesquels donnent écho à leurs voix et revendications. Les réseaux sociaux deviennent ainsi des lieux stratégiques propices à la mobilisation des jeunesses africaines et qu'on peut assimiler à des forums. Sur Facebook l'on peut ainsi compter des dizaines de pages et de groupes dont la raison d'être est l'affirmation et la manifestation de l'hostilité des jeunes au F CFA et se prolongent par ailleurs par des critiques de la présence française en Afrique assimilée à du « néocolonialisme ». Les réseaux sociaux ont ainsi ouvert des espaces d'expressions à ces protestataires du franc CFA. L'ère de la pénétration de masse par conséquent du numérique a permis à des citoyens lambdas de s'engager politiquement et de mobiliser à grandes échelles d'autres acteurs dans leurs luttes.

Il permet ainsi une plus grande portée de ces combats et permet de toucher des personnes au-delà du continent africain. Beaucoup de messages erronés et propagandistes à souhait y sont souvent expressément postés et attribués à des personnalités politiques parfois même occidentaux pour susciter un élan mobilisateur. Parmi ces arguments il y a celui très célèbre assimilant les dépôts de garantie auprès de la banque de France à des impôts que versent annuellement les pays de la zone franc à la France.

La portée symbolique de tels messages ou discours impactent sans nul doute l'image de la France en Afrique mais également en Europe. Les ministres italiens Salvini et Di Maio ont créé un incident diplomatique entre les deux pays en surfant sur cette vague liant ainsi l'action de la France en Afrique avec la pauvreté qui pousse les jeunes du continent à l'immigration en indexant son rôle dans la monnaie. Ces mobilisations protestataires écornent d'autant plus l'image de la France en Afrique qu'elles s'inscrivent dans une période où ses interventions militaires sont de plus en plus remises en cause dans leurs objectifs notamment au Mali et que l'image d'une France complaisante soutenant des présidents impopulaires pour ses propres intérêts est largement partagé. La France appelée donc à transformer son rapport au continent plus précisément avec ses ex-colonies, s'appuie sur une réforme du F CFA qui pourrait peut-être calmer les jeunes et ainsi refaire son image.

La réforme prévue du F CFA peut faire l'objet d'une lecture plurielle pour en saisir le sens et ses enjeux. L'accent mis sur les mouvements de la société civile est une analyse qui pose l'hypothèse que la réforme résulterait en effet grandement de l'action des dits mouvements qui ont réussi à populariser la question jusque-là quasiment confinée au champ politique et intellectuel. Plus que jamais les relations entre l'ancienne métropole et ses ex-colonies sont vouées à se transformer. Le temps des mesquineries étouffant le débat sur la remise en cause de la structure de la monnaie n'est plus propice à l'heure des réseaux sociaux et de la circulation des informations. Si la réforme cependant est une avancée majeure, il n'en demeure pas moins que toutes les ambiguïtés ne sont pas levées sur le fonctionnement de la future monnaie et le rôle que la France y jouera. D'ailleurs l'hypothèse d'une manœuvre politique court-circuitant la création d'une monnaie Ouest-africaine n'est pas dénuée de sens. L'éco est en effet d'abord et avant tout, un projet politique de la CEDEAO. Assiste-t-on par conséquent à une énième tentative de maintenir le statuquo autour de la monnaie par la France ou même d'une nouvelle stratégie pour elle de maintenir sa mainmise sur la monnaie ?

Du Franc CFA à l'Éco : lecture et analyse d'une réforme controversée

Auteur : Pape Ousmane THIAW

Introduction

Le 21 décembre 2019, le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, en compagnie de son homologue français Emmanuel Macron, annonce la fin du Franc CFA et la mise en place d'une nouvelle monnaie dans l'espace UEMOA. Une annonce qui a provoqué une vague de réactions au sein de la classe politique, économique et de la société civile des pays ouest-africains. Elle a surtout provoqué l'ire du conseil des ministres de ZMAO (Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest), réuni à Abuja le 16 janvier 2020 et qui n'a pas manqué de relever la non-conformité de cette déclaration avec le schéma initial, notamment le respect des critères de convergences (six au total).

Si l'objectif est la création d'une nouvelle monnaie commune aux 15 États de la CEDEAO, cette annonce vient court-circuiter un projet monétaire dont les fondements remontent en 1987 et dont les dernières évolutions entre 2015 et 2019 étaient perçues comme une réponse politique à la crise de légitimité du Franc CFA. En effet, certains économistes, hommes politiques et activistes se sont clairement prononcés pour la fin du système Franc CFA.

Sous l'initiative du Président A. Ouattara, le schéma proposé lors de la déclaration d'Abidjan propose de revisiter les fondements actuels du système monétaire et d'aller vers l'élargissement de l'UEMOA à la CEDEAO sur le court et moyen terme. Autrement dit, la souveraineté monétaire passerait de la France à l'UEMOA puis à la CEDEAO.

Mais comment en est-on arrivé à cette déclaration controversée ? C'est la principale interrogation de cette recherche qui prendra le recul nécessaire pour analyser l'évolution du projet monétaire de la CEDEAO. De plus, parler du Franc CFA n'est jamais facile, car on est toujours tenté de d'évoquer les implications politiques ou pratiques de la question. Nous allons toutefois nous concentrer uniquement sur la production de connaissances sur la base de deux constats.

Premièrement, le processus d'intégration monétaire de la CEDEAO a été poussif malgré les nombreuses avancées récentes, d'où sa fragilité.

Deuxièmement, au début du processus, il n'était pas question de la fin du Franc CFA bien qu'on allait inexorablement vers cela. Il s'agissait plutôt de créer une nouvelle monnaie indépendante, sans l'intervention de la France, et pour 15 pays dont 8 partagent jusque-là la même monnaie.

On peut alors constater que le passage du Franc CFA à l'Éco, selon le schéma proposé par Alassane Ouattara, est une vraie fausse révolution qui risque de plomber les efforts consentis depuis plusieurs années pour aller vers une monnaie commune.

Ce texte n'est en réalité qu'une petite partie d'une large étude sur les implications de ce tournant dans l'histoire du Franc CFA. Dès lors, nous allons d'abord analyser les fragilités du processus d'intégration monétaire de la CEDEAO **(A)** pour ensuite aborder la question du Franc CFA comme n'étant pas la question centrale du processus de création monétaire au sein de la CEDEAO **(B)**. Enfin, il sera question de s'interroger sur cette vraie fausse disparition du Franc CFA en nous appuyant sur l'analyse de plusieurs économistes, notamment sur le continent **(C).**

I- Contexte Théorique

L'annonce de la décision de mettre fin au système Franc CFA, du moins partiellement, par le gouvernement français a été une décision historique et lourde de sens. En effet, Paris renonce au dépôt de la moitié des réserves de change des pays de l'UEMOA au trésor français et acte le retrait des administrateurs français au sein des instances de gouvernance. Il faut dire que les nombreuses critiques de la classe politique et de la société civile ont fini par contraindre la France d'accepter une réforme du système Franc CFA, en vigueur depuis 1945.

Dans l'ouvrage, *l'arme invisible de la Françafrique*. *Une histoire du Franc CFA*, **Ndongo Samba Sylla** et **Fanny Pigeaud** ont, en termes clairs, qualifié le Franc CFA de « monnaie coloniale [1]» utilisée par plus de 162 millions de personnes à travers l'Afrique. De son côté, l'économiste et homme politique togolais **Kako Nobukpo** n'a pas hésité à prendre position face à ce qu'il qualifie de « servitude monétaire » pour les pays africains et de « paternalisme monétaire[2] » pour la France.

Au fil des années, un débat passionné s'est installé entre, d'une part, ceux qui appellent à la fin de ce système monétaire, et d'autre part, ceux qui appellent à la prudence en vertu de la dimension technique et exclusive de la question monétaire.
Cette annonce de la fin du Franc CFA aura au moins eu le mérite de calmer les critiques de part et d'autre. Cependant, le sentiment de méfiance subsiste toujours, notamment avec la volonté de

l'UEMOA d'opérer un changement de nom rapide au mépris de la dynamique d'ensemble des États de la CEDEAO. Les inquiétudes du Président M. Buhari sont donc légitimes. En effet, le Nigéria menace de ne plus se joindre au projet monétaire si la France continue de jouer son rôle de garant. Si jusque-là, le processus d'intégration monétaire au sein de la CEDEAO semblait acquis, les récents développements remettent plusieurs questions sur la table, notamment la fiabilité de cette transition monétaire dans l'espace UEMOA. Les pays anglophones ne manquent pas de fustiger l'omniprésence de la France dans toutes les décisions de leurs homologues francophones.

II- Méthodologie

La rédaction de cet article sur la question du Franc CFA et la réforme de l'Éco pose un problème fondamental en méthodologie des sciences sociales : l'imbrication entre la recherche et les considérations éthiques et politiques. Pour Martyn Hammersley, les recherches politiquement engagées ne sont pas compatibles avec la rigueur académique. Il estime que « ce qui est essentiel, c'est qu'en tant que chercheurs, nous traitions la production de connaissances comme le seul but immédiat [3] ». Toutefois, il reconnaît que le jugement de valeur est presque inévitable dans le processus de recherche.

Aujourd'hui, la question du Franc CFA soulève beaucoup de passion dont nous ne sommes pas insensibles en tant que chercheurs africains et francophones. Nous allons toutefois nous efforcer, à travers une recherche rigoureuse et documentée, de maintenir une nette séparation entre faits et valeurs. L'objectif, c'est d'empêcher les valeurs de détourner les faits et d'arriver à des résultats fiables sur le plan académique.

III- Résultats

A- De nombreuses fragilités dans le projet de création monétaire de la CEDEAO

La Géographie monétaire actuelle de la CEDEAO se compose de deux entités. D'une part, on a les pays de l'UEMOA et le Cap-Vert dont les différentes monnaies sont arrimées à l'Euro (avec un taux de change fixe). Par conséquent, ils fonctionnent selon les fondements du système Franc CFA [4].

D'autre part, on a les pays anglophones [5] et la Guinée Conakry qui gèrent des monnaies indépendantes.

Le projet de création d'une monnaie unique dans l'espace CEDEAO date de 1987 avec le sommet des Chefs d'États et de Gouvernements à Abuja. Ceux-ci avaient adopté un programme de coopération monétaire devant aboutir à un système monétaire harmonisé. Depuis, l'évolution de ce programme s'est heurtée par moments à un sérieux manque de volonté et d'engagement des chefs de l'État en plus d'un réel manque d'homogénéité dans les politiques macroéconomiques des pays membres.

En effet, pour avoir une monnaie solide et soutenable, il fallait miser sur la convergence des politiques et des résultats macroéconomiques afin d'anticiper les éventuels chocs économiques au niveau international. Plus de trente années plus tard, le constat est que très peu de pays parviennent à respecter ces critères de convergences [6], indispensables à la fiabilité d'une monnaie dans l'espace économique.

Le projet monétaire de la CEDEAO continue de faire face à des obstacles, notamment l'homogénéité des modèles économiques des pays membres. Malgré ces nombreux problèmes qui remettent en cause la fiabilité du projet, la majorité des chefs d'États et de gouvernement de l'Union continuent d'afficher leur volonté d'aller vers une monnaie unique.

À partir de l'an 2000, nous avons assisté à une accélération du processus avec la création de la ZMAO (Zone Monétaire Ouest Africaine) à Bamako. Celle-ci avait pour mandat de lancer la monnaie unique ouest-africaine à travers la fusion de l'UEMOA et la ZMAO. Depuis, on a assisté à plusieurs reports (2003, 2005, 2009, 2013 et 2015). À cela s'ajoutent plusieurs zones d'ombres, notamment sur le régime de change, la gestion des réserves ou encore l'ancrage de la future monnaie par rapport aux devises internationales. Ces nombreux reports et changements d'approche posent un problème non négligeable : celui de la crédibilité du projet monétaire de la CEDEAO. Face à ces nombreuses faiblesses, il semblait évident que le projet pouvait être torpillé de l'intérieur, comme de l'extérieur.

B- La question du Franc CFA : inhérente, mais pas centrale au projet monétaire de la CEDEAO

La décision des pays de la CEDEAO de jeter les bases d'une monnaie unique découlait d'une volonté des autorités ouest-africaines d'aller vers plus de coopération, notamment sur le plan commercial, et surtout amorcer un développement harmonieux dans la zone. Bien entendu, pour que ce projet aboutisse, il fallait que les pays de l'UEMOA coupent le « cordon ombilical » avec la France.

Mais comment sommes-nous arrivés à ce que la question du Franc CFA soit au cœur des débats dans ce projet monétaire ?

Lors du 55e sommet des chefs d'État de la CEDEAO, le 29 juin 2019 à Abuja, les chefs d'État ont entériné le projet de création de la monnaie unique, non sans préciser, notamment par le biais des pays francophones de la zone UEMOA, que la meilleure solution pour le futur de l'Eco est le fait qu'il soit le prolongement du Franc CFA. Bien entendu, il faudra consentir à certaines réformes (compte d'opérations, la libre convertibilité, la gestion des réserves, etc.).

Cette position des pays de l'UEMOA marque le point de basculement du débat qui ne tourne plus désormais autour de la future monnaie Eco, mais autour d'une réforme du Franc CFA. A la fin de l'année 2018, aucun pays de la CEDEAO n'avait pu respecter les critères essentiels à l'adoption d'une monnaie unique[7].

Aujourd'hui, les réticences de pays comme le Nigéria et le Ghana semblent plus prononcées et le Président Buhari semble marquer une opposition ferme contre l'approche proposée par les pays de l'UEMOA, menés par le Président Ouattara.

Dans une série de Tweets très peu énigmatiques publiés le 23 juin 2020, il exprime son désaccord à une adoption unilatérale de l'Eco par les pays de l'UEMOA et évoque le risque d'une dislocation de la CEDEAO. Il exprime surtout le sentiment que « *UEMOA souhaite reprendre l'Éco en remplacement de son Franc CFA avant les autres États membres de la CEDEAO* ». Ce qui, au vu de l'état d'avancement du projet monétaire des 15 membres, est inacceptable et pose un problème de « confiance ».

À travers ce « malentendu », on peut dire qu'on assiste à une période trouble d'un projet avec certes des fragilités, mais dont le but était clairement de conférer une certaine souveraineté monétaire aux pays membres et de booster les échanges commerciaux entre pays de la CEDEAO. Une perspective indispensable pour un développement homogène dans la région.

C- Adoption de l'Éco dans l'UEMOA : l'illusion d'une réforme ?

Avec l'actuel débat sur la réforme du Franc CFA, le Président Français, Emmanuel Macron, a franchi un pas que ses prédécesseurs n'ont pas voulu faire. Cependant, après l'annonce de la réforme, les

réactions sont très contrastées sur le continent. Si certains y voient une « avancée réelle » d'autres n'y voient qu'une réforme « cosmétique » ou même une « arnaque politique ».

L'économiste Felwine Sarr estime que cette réforme ne consacre pas les « grands bouleversements attendus [8] ». Cependant, il confirme que c'est une étape symboliquement importante, car, avec la suppression du dépôt de réserves au trésor français, elle va permettre aux pays de la zone UEMOA de disposer de suffisamment de liquidités pour financer leurs économies.

Toutefois, la tutelle de Paris, longtemps décriée reste d'actualité, même si elle est désormais réduite. Même si elle ne va plus siéger aux instances de décisions de la nouvelle monnaie, la France en reste le garant. Ce qui fait aussi l'objet de plusieurs critiques, car cela veut dire que le système n'a pas fondamentalement changé et le rapport asymétrique va subsister. En d'autres termes, nous avons seulement assisté à des « concessions » afin de maintenir la présence et de leadership économique de la France en Afrique de l'Ouest.

Nous avons aussi l'économiste Moussa Dembélé [9] qui voit dans cette réforme une nette tentative de torpiller le projet monétaire de la CEDEAO et surtout d'atténuer les critiques de la société civile ouest-africaine. Pour cela, ils éliminent les symboles qui fâchent sans réellement toucher au problème de fond. Au contraire, ce qui est réclamé, c'est plus la fin du système Franc CFA qu'une réforme douce et sans réel impact.
De plus, l'annonce conjointe des présidents Ouattara et Macron est perçue comme une subtile tentative de casser la dynamique endogène, quoique fragile, au sein de la CEDEAO. Au départ, la France était le partenaire à exclure, bien que de manière subtile voire négociée. Désormais, elle s'est arrogé un rôle central dans cette transition politique (c'est le cas), et monétaire en Afrique de l'Ouest.

Discussions

Dans l'espace CEDEAO, le projet de créer une monnaie unique émanait d'un constat : le besoin d'arracher la souveraineté économique de la zone et la faiblesse des échanges entre les pays membres et. Cependant, c'est un processus qui a pris beaucoup de retard au fil des années et connu de nombreux reports. Cette fragilité apparente et le manque de volonté de certains chefs d'Etat à un moment donné en fait un projet en quête perpétuelle de légitimité. Le débat sur le Franc CFA est venu s'y greffer au moment où l'Eco était censé mettre fin au système monétaire du Franc CFA hérité de la colonisation.

Mais avec ce « coup » porté par les pays membres de l'UEMOA, avec la complicité de l'ancienne puissance coloniale, il est bien légitime de s'interroger la fiabilité et la faisabilité du projet Eco sur le court et moyen terme. Selon plusieurs acteurs de la société civile et économiste, dont Ndongo Samba Sylla, il faudrait d'abord aller vers une réelle et solide convergence politique dans la zone avant de mettre en place une monnaie résiliente face aux chocs économiques internationaux désormais cycliques. Pour le moment, les disparités sont encore nombreuses et les points de vue des chefs d'État, notamment Anglophones et Francophones, semblent très peu conciliables.

Conclusion

En y regardant de plus près, le terme « réforme » du Franc CFA est assez étranger du processus de création monétaire dans l'espace CEDEAO. Il ne s'accommode pas à l'idée de départ qui consistait à se départir de l'influence Française, ou de n'importe quelle puissance étrangère, dans la gestion d'une nouvelle monnaie Ouest Africaine. Il est alors facile de comprendre la position des pays anglophones qui n'entendent pas participer à cette initiative unilatérale des pays de l'UEMOA.

Mais qui semble avoir l'avantage à l'état actuel du processus ? On devine aisément la réponse. Le projet monétaire de la CEDEAO est aujourd'hui victime de ses nombreuses incohérences et retards. Ce qui a ouvert la brèche à toute forme de manipulation politique et économique. Après tout, il s'agit d'un marché de plus de 350 millions d'habitants et la France n'entend pas se départir d'un relais lui permettant d'avoir des facilités dans cette zone, comme c'est actuellement le cas avec l'UEMOA. Actuellement, l'enjeu est clairement de tenter une hypothétique conciliation entre les positions des pays Anglophones, en tête le Nigéria, et la décision des pays de l'UEMOA.

---

[1] Fanny Pigeaud, Ndongo Samba Sylla, L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2018, 227 p,

[2] Kako Nubukpo : « Le franc CFA est un verrou qui empêche l'Afrique francophone de mûrir », Jeune Afrique du 20/06/2019, https://www.jeuneafrique.com/763749/economie/kako-nubukpo-le-franc-cfa-est-un-verrou-qui-empeche-lafrique-francophone-de-murir/ (consulté le 02/07/2020).

[3] M. Hammersley, communication personnelle, 22 mars 2004.

[4] La zone Franc CFA est régie par quatre fondements : la parité fixe, la garantie du trésor français, la centralisation de 50% des réserves au trésor français et la libre transférabilité.

[5] Nigéria, Ghana, Gambie, Libéria, Sierra Léone

[6] Les critères clés de convergence sont de rester en dessous de 3 % du Produit intérieur brut de déficit, de 10 % d'inflation, avec une dette inférieure à 70 % du PIB.

[7] A l'exception du Togo sur les critères de convergences principaux tels que la maitrise du déficit budgétaire et le taux d'inflation.

[8] Matteo Maillard, Josiane Kouagheu et Sophie Douce, « Semi-révolution » ou « arnaque politique », la fin du franc CFA vue par des économistes africains », Le Monde, le 24/12/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/24/semi-revolution-ou-arnaque-politique-la-fin-du-franc-cfa-vue-par-des-economistes-africains_6023971_3212.html
(consulté le 09/07/2020)

[9] Le Monde, ibid.